AMÉRIQUE LATINE - Face à la contrebande : des États impuissants ?

Pablo Rosado

mercredi 4 octobre 2017, mis en ligne par colaborador@s extern@s

Téléphones portables, cigarettes, alcool, billets de banque… Aujourd'hui, en Amérique latine, rares sont les produits qui ne se retrouvent pas sur le marché parallèle. Et les chiffres auraient de quoi faire pâlir Pablo Escobar, d'autant que la situation ne semble pas en voie d'amélioration : les initiatives des différents gouvernements pour lutter contre le marché noir tardent à porter leurs fruits…

L'Amérique latine perd chaque année entre 1 et 2 % de son produit intérieur brut (PIB) à cause du commerce illicite. D'après les conclusions de la deuxième réunion de lutte contre la contrebande, qui s'est tenue en avril dernier à Santiago du Chili, la pratique affecte les politiques publiques prioritaires, comme la santé, et provoque dans le même temps la chute des rentrées fiscales des pays de la région.

Le champion toutes catégories confondues ? Le tabac, dont le commerce illégal est l'un des crimes les plus délicats à gérer. Avec environ 46 milliards de cigarettes — soit plus de 2 milliards de paquets — illégales et 3,8 milliards de dollars de pertes, selon les chiffres de la société de conseil KPMG, la contrebande de tabac est la plus coûteuse pour la région.

Et d'après le quotidien espagnol *ABC*, c'est au Paraguay qu'elle prospère : le pays produit environ 73 % des cigarettes vendues illégalement en Amérique latine et 10 % de celles vendues sur le marché noir mondial. L'article s'appuie notamment sur un rapport présenté à la commission des affaires étrangères du Sénat américain, que le président paraguayen, Horacio Cartes, a pour sa part déclaré infondé.

D'après le document, « le Paraguay, qui ne compte que 6,9 millions d'habitants, produit plus de 60 milliards de cigarettes par an. Ces chiffres parlent d'eux-mêmes : pour absorber cette production, tous les Paraguayens, y compris les nouveau-nés, devraient fumer en moyenne 27 millions de cigarettes par jour. »

En Argentine, si l'on est également amateur de cigarettes estampillées « marché noir », on apprécie surtout — et de plus en plus — le commerce illicite de téléphones portables. Pour Federico Hellemeyer, président de l'Association des fabricants de terminaux électroniques (AFARTE), « le problème de la contrebande est énorme […] Nous parlons d'un volume de 2,5 millions de téléphones cellulaires entrant illégalement dans le pays. »

Le chiffre inquiète d'autant plus lorsqu'il est rapporté aux exercices précédents : en 2015, 1,9 million de produits illégaux s'incrustaient sur le marché argentin, alors qu'il n'y en avait « que » 1,5 million en 2014. Soit une hausse, en deux ans, de près de 70 % du nombre de smartphones sur ce marché souterrain.

Au Brésil, c’est la contrebande globale qui a connu ces dernières années une hausse importante. En 2016, celle-ci a engendré des pertes de 130 milliards de reals (plus de 41 milliards de dollars) dans les secteurs productifs, dont le tabac et le textile, les plus sensibles aux pratiques commerciales illicites.

Une augmentation de 13 % par rapport à l’année précédente : en 2015, l’Institut pour le développement économique et social des frontières estimait en effet à 115 milliards de reals (plus de 36 milliards de dollars) les pertes économiques et fiscales. Et pour l’Institut brésilien d’éthique concurrentielle et le Forum national contre la piraterie et l’illégalité, l’augmentation des actes de contrebande est due à « l’augmentation des impôts, la crise économique et la fragilité des frontières. »

« Triple Frontière » et triple échec

Depuis de nombreuses années, le plus grand pays d’Amérique latine a engagé des actions, pas toutes concluantes, pour lutter contre la contrebande. Récemment, le ministre de la Justice, Osmar Serraglio, a signé un protocole d’intention contenant des mesures destinées à améliorer l’inspection et la lutte contre le trafic illicite, dans le cadre de la campagne « Le Brésil que nous voulons ».

Une initiative notable, du moins sur le papier, car en pratique, la position du gouvernement est plutôt trouble : le Brésil a arrêté, pour des raisons obscures, un programme anti-contrebande qui avait pourtant fait ses preuves. L’an dernier, à la plus grande surprise du secteur industriel brésilien, le système de contrôle de la production et de collecte des taxes sur les boissons, baptisé SICOBE — et confié à la société SICPA, spécialiste mondial des encres de sécurité —, n’a pas été poursuivi. Il avait pourtant participé, depuis sa mise en place en 2009, à enrayer de plus de 20 % les fuites fiscales dues au commerce illicite.

En Argentine, le gouvernement joue la carte de la sensibilisation du public. La Commission contre les produits illégaux (CCPI) a lancé une nouvelle campagne d’alerte sur les dangers des cigarettes illégales. « Nous lançons cette campagne pour la cinquième année consécutive, dans le but de sensibiliser les consommateurs, les détaillants, les forces de sécurité et les autorités gouvernementales sur ce à quoi participe réellement un individu qui achète des cigarettes contrefaites », déclarait en juin dernier Enrique Caride, le président de la CCPI.

Cette campagne s’articule ainsi autour de trois messages clés : les cigarettes illégales favorisent l’insécurité, génèrent du chômage et financent la criminalité organisée. Selon les informations publiées par les forces de sécurité et différents médias, plus de 21 millions de cigarettes de contrebande ont été saisies sur les six premiers mois de 2017 dans le pays.

Au Paraguay, la situation est telle qu’en 2015, le gouvernement avait fait appel à l’armée, pour endiguer le commerce illicite. Le pays souhaitait ainsi militariser la frontière avec l’Argentine, principale porte d’entrée — ou de sortie — des produits illégaux. L’annonce était intervenue alors que Brasilia, Buenos Aires et Asunción discutaient à l’époque de la mise en place d’un centre intégré de lutte contre la contrebande entre les trois pays. La « Triple Frontière », à l’intersection des fleuves Iguaçu et Paraná, constitue depuis longtemps un casse-tête pour les administrations fiscales et répressives de ces trois pays. Qui peinent manifestement toujours à résorber une contrebande qui s’est aujourd’hui généralisée.